

Proche-Orient : l'ombre de l'Iran

Article paru dans l'édition du 18.07.06

Il est toujours risqué de relier les événements entre eux au Proche-Orient : les causalités y sont rarement directes. La part de l'esprit de vengeance et le poids des frustrations accumulées ici et là comptent souvent autant que les calculs politiques pour expliquer l'explosion de la violence. Mais, tout de même, derrière le fracas des bombes au Liban et le sifflement des roquettes sur les localités du nord d'Israël, il est possible de percevoir les motivations des uns et des autres, de Jérusalem à Téhéran, en passant par Damas.

Officiellement, l'Etat hébreu poursuit deux objectifs au pays du Cèdre : tenter de récupérer ses deux soldats enlevés le 12 juillet en territoire israélien par le Hezbollah ; porter les coups les plus durs possible à ce mouvement chiite libanais dont les milices règnent en maîtres sur le sud du pays et d'où elles arrosent le nord d'Israël à coups de roquettes. Aucun Etat souverain ne saurait tolérer pareille situation, dit le gouvernement d'Ehoud Olmert ; « Nous ne permettrons pas au Hezbollah de revenir sur les positions qu'il occupait le long de la frontière », ajoute le ministre de la défense, Amir Peretz. La réalité est plus complexe.

En mai 2000, sous la pression des attaques du Hezbollah, Israël a quitté, unilatéralement, la partie du sud du Liban qu'il occupait depuis les années 1980. L'armée israélienne estime que son image a alors été écornée : sa capacité de dissuasion aurait été amoindrie, sa force d'intimidation entamée. Elle en veut pour preuve que les attaques du Hezbollah n'ont jamais vraiment cessé depuis le printemps 2000. Pis, les Palestiniens des territoires de Gaza et de Cisjordanie, et particulièrement les islamistes du Hamas, ont pris le Hezbollah pour modèle. Depuis le retrait israélien de Gaza, en août 2005, l'armée aurait avec le Hamas le même problème qu'avec le Hezbollah : elle ne dissuade pas les différentes milices palestiniennes de monter des opérations contre Israël.

D'où la volonté de l'état-major israélien de frapper fort et les accusations d'une riposte totalement disproportionnée, à Gaza comme au Liban, qui sont portées contre Israël. « Un soldat kidnappé près de Gaza, le 25 juin, c'est tout le territoire de Gaza qui va payer. Huit soldats tués et deux autres capturés près du Liban ? C'est le Liban en entier qui va payer », écrit Gideon Lévy dans le quotidien israélien Haaretz (centre gauche). Et Lévy de poursuivre : « L'armée a essuyé deux coups particulièrement humiliants la série des enlèvements et elle est partie en guerre pour retrouver sa dignité ou, comme on dit ici, pour restaurer sa capacité de dissuasion. » A Gaza d'abord, au Liban ensuite.

Officiellement, la Syrie se borne à exprimer sa solidarité avec les forces qui résistent à « l'agression israélienne », à Gaza comme au Liban. Damas assure n'être impliqué ni dans le premier enlèvement d'un soldat israélien ni dans les deux autres, le 12 juillet. Là encore, la réalité est plus complexe. La Syrie appuie et abrite une partie de la direction du mouvement islamiste palestinien Hamas, la plus radicale, celle qu'incarne Khaled Meschal. Et le groupe qui a revendiqué l'opération du 25 juin comprend des éléments du Hamas. De même, la Syrie soutient et équipe les islamistes chiites du Hezbollah libanais. Et cette formation a signé l'attaque du 12 juillet.

Damas n'entretient pas avec ces deux mouvements des relations de maître à sujet. Le Hezbollah est un parti profondément ancré dans la réalité libanaise, représenté au gouvernement et au Parlement ; le Hamas est une émanation des drames palestiniens : l'un et l'autre existent indépendamment de la Syrie. Mais les liens tissés avec Damas sont tels qu'on imagine mal la branche damascène du Hamas et le Hezbollah ne pas solliciter un feu vert tacite des Syriens avant de se lancer dans l'enlèvement de

soldats israéliens. Damas ne décide sans doute pas mais laisse faire. Pourquoi ? L'appui au Hamas - une formation idéologiquement très éloignée du laïcisme du parti Baas au pouvoir à Damas - est politique et stratégique ; c'est une carte syrienne pour continuer à jouer un rôle au Proche-Orient, pour être partie prenante à tout règlement israélo-palestinien.

Le Hezbollah est, lui, un allié privilégié de la Syrie au Liban. Egalement parrainé par la République islamique d'Iran, le Hezbollah symbolise l'alliance régionale, militaire et politique, conclue entre Téhéran et Damas, les « radicaux » de la région. Le président syrien, Bachar Al-Assad, n'a toujours pas « digéré » d'avoir dû ordonner l'an passé le départ de ses troupes du pays du Cèdre. Il a cédé à la pression de la communauté internationale : les services syriens étaient soupçonnés d'avoir commandité l'assassinat d'un ancien premier ministre libanais, Rafic Hariri, lequel menait l'opposition à l'occupation continue de son pays par la Syrie.

Pourquoi laisser le Hezbollah provoquer Israël avec les enlèvements du 12 juillet ? Pour prouver que le Liban est incontrôlable et ingouvernable sans la Syrie. Pour provoquer une réaction de Tsahal qui va humilier et affaiblir le gouvernement libanais de Fouad Siniora et sa majorité antisyrienne... Bref, pour venger un départ du Liban qui a mis fin aux nombreux profits que le régime Al-Assad tirait de sa présence dans un pays dont la Syrie n'a historiquement jamais accepté l'indépendance. Hypothèses réalistes même si elles sont difficiles à démontrer.

MANSUÉTUDE AMÉRICAINE

Officiellement, l'Iran affiche son soutien politique au Hamas palestinien et ne cache pas ses étroites relations avec le Hezbollah. Mais si elle se déclare étrangère aux enlèvements du 12 juillet, il est difficile d'imaginer que la République islamique n'a pas accordé un feu vert au moins tacite à ses protégés libanais du Hezbollah. Quel intérêt pour l'Iran, dira-t-on ? Le 12 juillet est le jour où les interlocuteurs de Téhéran dans le dossier du nucléaire décident de saisir à nouveau le Conseil de sécurité de l'ONU, tant l'Iran manifeste de mauvaise volonté. Coïncidence ? Peut-être. Mais si l'Iran, dans l'épreuve de force en cours sur son programme nucléaire, avait voulu faire une démonstration de sa capacité de nuisance en laissant opérer le Hezbollah ? Ou donner aux Etats-Unis un avant-goût de ce qui les attend en cas d'attaque sur les installations nucléaires iraniennes ? La mansuétude manifestée par les Etats-Unis pour l'intervention israélienne contre le Hezbollah au Liban est interprétée par certains comme un avertissement que Washington adresse à Téhéran.

Les différents protagonistes du chaos proche-oriental ne calculent pas toujours les conséquences de leurs actes. Les événements des dernières semaines pourraient entraîner les uns et les autres bien au-delà de ce qu'ils souhaitaient au départ : la région ne manque pas de précédents où un drame majeur est né d'une série de dérapages incontrôlés.

ALAIN FRACHON

Le Monde.fr

» A la une » Archives » Examens » Météo » Emploi » Voyages
» Le Desk » Forums » Culture » Carnet » Shopping » Newsletters
» Opinions » Blogs » Finances » Immobilier » Nautisme » RSS

Le Monde

» Abonnez-vous 15€ par mois
» Déjà abonné au journal



© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | Conditions générales de vente | Qui sommes-nous ? | Index | Aide